

**THÉORIE ÉCONOMIQUE ET PHILOSOPHIE DE
LA MESURE**

Jean-Luc Gaffard

EDITORIAL BOARD

Chair: Xavier Ragot (Sciences Po, OFCE)

Members: Jérôme Creel (Sciences Po, OFCE), **Eric Heyer** (Sciences Po, OFCE), **Sarah Guillou** (Sciences Po, OFCE), **Xavier Timbeau** (Sciences Po, OFCE)

CONTACT US

OFCE
10 place de Catalogne | 75014 Paris | France
Tél. +33 1 44 18 54 24

www.ofce.fr

WORKING PAPER CITATION

This Working Paper:

Jean-Luc Gaffard

Théorie économique et philosophie de la mesure

Sciences Po OFCE Working Paper, n° 22/2021.

Downloaded from URL: www.ofce.sciences-po.fr/pdf/dtravail/WP2021-22.pdf

DOI - ISSN

ABOUT THE AUTHORS

Jean-Luc Gaffard, Institut Universitaire de France, Université Côte d'Azur, Sciences-Po-OFCE.
Email Address: jeanluc.gaffard@sciencespo.fr

ABSTRACT

Economic theories are, most often, atemporal or inter-temporal. They are theories of equilibrium, an equilibrium defined by so-called real data, preferences and technologies. They are based on the belief in the present or future existence of a world devoid of contradictions. They make the neutrality of money and finance or their disappearance an objective to be achieved. In so doing, they ignore both the intrinsic instability of market economies and their possible resilience. The view of the philosopher Albert Camus invites us to follow another approach, one that aims to recognize the inevitability of contradictions at the same time as the need to survive them. An appropriate narrative would be to recognize the ambivalence of money, debt and finance, in order to promote the moderation that would prevent the tearing apart of opposites.

KEYWORDS

Contradiction, equilibrium, instability, moderation, money.

JEL

A12, A13.

Théorie économique et philosophie de la mesure*

JEAN-LUC GAFFARD

Institut Universitaire de France, Université Côte d'Azur, OFCE Sciences-Po

Résumé

Les théories économiques sont, le plus souvent, atemporelles ou inter-temporelles. Ce sont des théories de l'équilibre, un équilibre défini par des données dites réelles, préférences et technologies. Elles reposent sur la croyance en l'existence actuelle ou future d'un monde dénué de contradictions. Elles font de la neutralité de la monnaie et de la finance ou de leur disparition un objectif à atteindre. Ce faisant elles ignorent aussi bien l'instabilité intrinsèque des économies de marché que leur possible résilience. Le regard du philosophe Albert Camus nous invite à suivre une autre démarche, celle qui vise à reconnaître l'inévitabilité des contradictions en même temps que la nécessité d'y survivre. Une narration appropriée serait de reconnaître l'ambivalence de la monnaie, de la dette et de la finance, dans le but de promouvoir un esprit de mesure à même de prévenir le déchirement des contraires.

Mots clés : Contradiction, équilibre, instabilité, mesure, monnaie.

Codes JEL : A12, A13.

Economic theory and philosophy of moderation

Abstract

Economic theories are, most often, atemporal or inter-temporal. They are theories of equilibrium, an equilibrium defined by so-called real data, preferences and technologies. They are based on the belief in the present or future existence of a world devoid of contradictions. They make the neutrality of money and finance or their disappearance an objective to be achieved. In so doing, they ignore both the intrinsic instability of market economies and their possible resilience. The view of the philosopher Albert Camus invites us to follow another approach, one that aims to recognize the inevitability of contradictions at the same time as the need to survive them. An appropriate narrative would be to recognize the ambivalence of money, debt and finance, in order to promote the moderation that would prevent the tearing apart of opposites.

Key Words: contradiction, equilibrium, instability, moderation, money.

JEL Codes: A12, A13.

* Cet article est à paraître dans un numéro spécial de *Costellazioni Rivista di Lingue e Letterature*. Je remercie Pierre Dockès et Bruna Ingrao pour leurs observations sur une première version de ce texte tout en restant seul responsable de la façon dont j'y ai répondu.

1. Introduction

Alors que l'on aurait pu croire à la généralisation et à la victoire définitive du marché et de la démocratie, des crises de tous ordres allaient remettre en cause bien des certitudes. La défaite est celle d'un discours qui a trouvé justification dans l'idée que l'économie obéissait à des principes premiers, des axiomes que rien ne pouvait contredire sinon le refus d'appliquer des règles garantissant la fluidité des marchés et la neutralité des gouvernements. En contrepoint de ce qui était devenu une orthodoxie, des discours alternatifs n'ont pas rompu avec l'idée d'une fin annoncée du capitalisme sous l'effet de luttes sociales et désormais comme conséquence inéluctable de la contrainte écologique. Le message d'une nécessaire régulation du marché par l'intervention publique, porteuse d'un libéralisme social ou d'un social libéralisme, semble appartenir à un passé révolu.

La controverse s'est ainsi perpétuée entre deux visions téléologiques du monde qui ont en commun non pas tant de nier l'existence de contradictions que d'imaginer la possibilité d'y échapper et d'atteindre un idéal. Le caractère délétère de ce face-à-face est en soi un appel à la réflexion autant philosophique qu'économique et à se tourner vers la philosophie de la mesure que professe Albert Camus.

« Pour un esprit aux prises avec la réalité, écrit-il, la seule règle est de se tenir à l'endroit où les contraires s'affrontent, afin de ne rien éluder et de reconnaître le chemin qui mène plus loin. La mesure n'est donc pas la résolution désinvolte des contraires. Elle n'est rien d'autre que l'affirmation de la contradiction, et la décision ferme de s'y tenir pour y survivre. Et j'appellerai démesure ce mouvement de l'âme qui passe aveuglément la frontière où les contraires s'équilibrent, pour s'installer enfin dans une ivresse du consentement » (Camus 1955/2008 p. 372).

Se rallier à cette position philosophique enjoint de reconnaître que les économies de marché sont intrinsèquement instables tout en étant susceptibles de résilience pourvu que prévalent certains arrangements institutionnels. Cette ligne de réflexion ne peut que conduire à se séparer de théories économiques organisées autour de l'existence d'un attracteur, l'équilibre de longue période défini par des technologies et des préférences préalablement connues, pour se tourner vers des théories de l'évolution dont on trouve de nombreuses traces dans l'histoire de la pensée économique singulièrement dans les travaux d'Adam Smith, d'Alfred Marshall, de Joseph Schumpeter, de John Maynard Keynes, de Friedrich Hayek ou de John Hicks qui ont en commun de nous avoir proposé alternativement une théorie de l'équilibre économique et une théorie de l'évolution.

Le chemin se fait en marchant, il n'existe pas de fin connue de l'histoire, mais seulement une lutte acharnée pour rester viable. Pour reprendre les mots d'Albert Camus, il faut se garder du refus comme du consentement, le refus de l'instabilité et le consentement à l'équilibre, le refus de la viabilité et le consentement à un désordre qui serait le prélude à l'avènement d'un état idéal. Cette attitude suppose de se tenir à l'endroit où les contraires s'affrontent signifiant de se garder aussi bien d'une

hypothétique conciliation que d'une dialectique conduisant à une non moins hypothétique synthèse. Elle conduit à reconnaître dans la monnaie et la finance les fourriers de la démesure ou les artisans de la mesure.

2. La philosophie de la mesure

Dans *Le courage de la nuance*, Birnbaum (2021), rassemblant dans un même hommage, Albert Camus, Georges Bernanos, Hannah Arendt, Raymond Aron, Georges Orwell, Germaine Tillion et Roland Barthes, nous dit de la littérature qu'elle est la maîtresse des nuances, du roman qu'il est aussi un essai, de l'essai qu'il est le refus de dresser un mur infranchissable entre la pensée et la littérature. « Présenter les choses ainsi, écrit-il, laisser l'écriture en liberté, maintenir ouverte la question des formes, c'est prendre parti sur la question de la nuance. C'est, surtout, perpétuer la conviction qu'en dernière instance la littérature demeure la mieux à même d'éclairer le réel dans sa complexité » (ibid. p. 114).

Albert Camus, dont nous retiendrons ici le message, appelle « l'art et la société (à) retrouver la source de la révolte où refus et consentement, singularité et universel, individu et histoire, s'équilibrent dans la tension la plus dure » (Camus 1951/2008 p. 296). Il puise dans les récits métaphysiques, historiques ou romanesques la justification de cet appel, un appel auquel doivent pouvoir répondre les récits économiques.

La position philosophique d'Albert Camus, qui parcourt l'ensemble de son œuvre, prend un relief particulier dans *L'Homme révolté* (1951), quand il énonce la parité des totalitarismes ennemis, et fait front aux dogmatismes et excommunications qui tiennent lieu de pensée à une certaine intelligentsia qui veut croire en l'avenir heureux du communisme soviétique et en ignore les crimes. Il refuse ainsi de souscrire à un déterminisme historique et clame sa fidélité à la pensée grecque de la mesure, une fidélité déjà affirmée dans *L'Exil d'Hélène* (1948). L'esprit de mesure ou la pensée de midi, expression qu'il emprunte à Nietzsche, n'est autre, pour lui, que l'acceptation d'un balancement entre l'envers et l'endroit, entre l'exil et le royaume, entre le refus et le consentement. « La mesure est ainsi le *souci* permanent de Camus, dont il redécouvre les deux modalités distinguées par Heidegger, la préoccupation envers le monde et la sollicitude envers les hommes. C'est à partir du souci que l'étrangeté de l'existence prend forme et se creuse elle-même au point de se percevoir comme un exil. Seul souffre d'exil celui qui a connu l'appel d'un royaume auquel il ne réussit jamais à accéder » (Mattéi 2011 p. 16).

La révolte est indissociable de la mesure qui nous garde de basculer dans la révolution ou le nihilisme et cherche à accorder les contraires. « La révolte, écrit Camus, naît du spectacle de la déraison, devant une condition injuste et incompréhensible. Mais son élan aveugle revendique l'ordre au milieu du chaos et l'unité au cœur même de ce qui fuit et disparaît » (Camus 1951/2008 p. 69). Cet ordre lui est inspiré par la pensée grecque, cette pensée méditerranéenne solaire qu'il oppose à la pensée totalitaire.

« La pensée grecque s'est toujours retranchée sur l'idée de limite. Elle n'a rien poussé à bout, ni le sacré, ni la raison, parce qu'elle n'a rien nié, ni la sacré ni la

raison. Elle a fait la part de tout, équilibrant l'ombre par la lumière. Notre Europe, au contraire, lancée à la conquête de la totalité, est fille de la démesure. Elle nie tout ce qu'elle n'exalte pas. Et, quoique diversement, elle n'exalte qu'une seule chose qui est l'empire futur de la raison. Elle recule dans sa folie les limites éternelles et, à l'instant, d'obscures Erinnyes s'abattent sur elle et la déchirent. Némésis veille, déesse de la mesure, non de la vengeance. Tous ceux qui dépassent la limite sont, par elle, impitoyablement châtiés » (Camus 1948/2008 p. 597).

L'idée de limite entretient un lien étroit avec celle d'équilibre ou de mesure dans le sens philosophique du terme. S'il n'est jamais possible d'éteindre les forces antagoniques, d'échapper à la contradiction, à l'opposition des contraires, il importe de se donner des limites fruits de l'expérience. « L'équilibre loin d'être la marque de la modération bourgeoise comme le pense les adeptes de la révolution, est le sceau d'une révolte mesurée qui permet à l'homme, pour revenir au mot de Platon, de retrouver le chemin de son humanité » (Mattéi 2011 p. 137). Le révolté est celui qui s'élève contre les forces de la démesure.

L'enjeu, « subvertir les logiques binaires » et « déjouer les raisonnements manichéens qui partagent l'humanité entre amis et ennemis », conduit à s'interroger sur ce qu'il convient de faire et avec quels moyens. « Chaque génération, sans doute, se croît vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le refera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde ne se défasse » (Camus 1957/2008 p. 241). Cette tâche est affaire de langage autant que de comportement face à l'événement.

« Il n'est pas sûr que notre époque ait manqué de dieux. On lui en a proposé beaucoup, et le plus souvent bêtes ou lâches. Il semble bien, au contraire, qu'elle manque d'un dictionnaire. C'est une chose, du moins, qui paraît évidente à ceux qui espèrent pour ce monde, où tous les mots sont prostitués, une justice claire et une liberté sans équivoque (...) Ce qui caractérise notre siècle, ce n'est peut-être pas tant d'avoir à reconstruire le monde que d'avoir à le repenser. Cela revient en fait à lui donner son langage » (Camus 1944/ 2008 p. 909-910).

Les défaillances du langage, que dénonce Albert Camus, n'épargnent pas le discours économique, celui d'aujourd'hui comme celui d'hier. La nouvelle école keynésienne a emprunté à la nouvelle école classique son langage de l'optimisation inter-temporelle, un langage amputé de la diversité qui permet justement de traiter des questions d'instabilité et de résilience, de démesure et de mesure. « L'appauvrissement du langage est comme un rétrécissement de l'espace (...) Il réduit le champ des solutions » (Fitoussi 2020 p. 13). Les amputations du langage économique préviennent d'envisager que l'instabilité est possible mais aussi que les solutions existent, qui permettent d'y pallier

3. Mesure et démesure en économie

L'idée de mesure n'est pas étrangère à celle d'équilibre et la théorie économique en tant que théorie de l'équilibre pourrait sembler être une théorie de la mesure. Pourtant, pour le philosophe, « l'équilibre est un effort et un courage de tous les instants » (Camus 1955/2008 p. 1001), alors que pour l'économiste c'est un état particulier quand ce n'est pas le langage codé dans lequel il s'exprime. Dans l'histoire de la pensée économique, l'équilibre est, initialement, un état particulier dont il faut établir les conditions d'existence et de stabilité. L'analogie est avec la mécanique classique. L'équilibre de marché est présenté comme une mécanique de l'utilité et de l'intérêt personnel. Walras, dans une représentation de l'économie essentiellement statique, considère qu'il est immédiatement atteint en supposant que les transactions sur le marché n'ont lieu qu'aux prix d'équilibre grâce à l'intervention d'un *deus ex machina*, le secrétaire du marché (ou le commissaire-priseur) qui n'appartient pas à ce monde. Ce même équilibre est obtenu pourvu de considérer que sont réversibles les actions affectant les marchés particuliers comme l'économie globale. Il est censé révéler l'existence d'un monde accompli, d'une fin de l'histoire.

Le planificateur central, figure concrète du secrétaire de marché, pousse cette logique à son terme. Il entend maximiser le taux de croissance, alors même que la distribution originelle des ressources productives entre les secteurs d'activité ne le permet pas. Le théorème dit du *turnpike* lui enseigne que la trajectoire optimale (ou sentier de Von Neumann) est celle qui consiste à recomposer la structure de production en adoptant instantanément la proportion optimale entre les secteurs. Une forte fluctuation (une chute du produit) en résulte du fait des destructions de capacités engagées en excès dans les activités anciennes devant céder la place à de nouvelles. Elle doit permettre de maximiser la croissance à long terme pourvu, toutefois, que technologies et préférences ne changent pas (Hicks 1965 p. 227-37). La démesure surgit, alors, quand l'on sait que les destructions en question sont des destructions d'emplois et plus encore l'élimination d'êtres humains comme ce fut le cas dans cette Union Soviétique dont Camus soulignait les crimes. La démesure n'est pas le fait de la technologie. Elle résulte de la brutalité avec laquelle l'on décide des mutations structurelles, alors qu'il aurait fallu suivre les chemins de traverse. Elle est synonyme de violence, comme s'il n'y avait pas de choix entre cette violence et le *statu quo*.

Est-ce à dire que seul serait en cause le planificateur d'une économie administrée centralement ? Rien n'est moins sûr si l'on se rapporte au rôle prêté au consommateur omniscient par une analyse du marché qui rompt avec la conception première de l'équilibre. Dans la théorie économique moderne, l'équilibre n'est plus un état particulier de l'économie. Il est devenu l'expression d'un comportement, celui du consommateur, salarié et propriétaire du capital, qui maximise son utilité intertemporelle. Il est devenu le langage même de la théorie économique, un langage inévitablement pauvre au regard de la complexité du réel, de la diversité des situations individuelles comme collectives, fruit de l'incertitude et de l'irréversibilité associée à la recherche systématique de nouveaux biens, de nouvelles méthodes de production

ou de nouveaux marchés. Il est, alors, seulement question de veiller à ce que l'économie se trouve sur le bon équilibre à raison des règles qui encadrent les comportements individuels et qui devraient être celles de la flexibilité des marchés ainsi rendus efficaces. L'injonction s'impose d'elle-même qu'il faut s'adapter vite en acceptant ces règles.

L'hypothèse d'optimisation inter-temporelle et son corollaire l'hypothèse de marchés efficaces nous font entrer dans le monde d'Orwell, un monde de stasis, de connaissance parfaite, et d'uniformité de la pensée, de langage restreint, un monde fruit de ce qui est qualifié d'anticipations rationnelles dans lequel chacun est convaincu qu'il connaît le vrai modèle de l'économie et sait que tout le monde partage cette connaissance. « Cette approche de la modélisation des comportements de prévision individuelle tient pour vrai ce que n'importe quel participant du marché considérerait comme purement déraisonnable dans le monde réel » (Frydman et Goldberg p. 85). La déraison l'a emporté quand les économistes ont fait partager aux décideurs cette croyance. « À l'instar du planificateur socialiste, l'économiste croit ainsi qu'il peut accomplir de grandes choses parce qu'il pense avoir enfin découvert le mécanisme pleinement déterminé qui régit les résultats du marché et que son modèle reproduit, de façon satisfaisante, la façon dont les participants du marché envisagent le futur » (ibid. p. 86).

L'incertitude radicale et l'irréversibilité des décisions d'investissement sont ignorées. Il n'est plus question de réfléchir au processus de transition, à la façon dont se déroulent les adaptations aux changements de préférences et de technologies, de s'interroger sur les enchaînements potentiellement catastrophiques, aux choix institutionnels nécessaires. Le risque de démesure n'entre pas dans la grammaire de la théorie alors même que les limites peuvent être franchies conduisant, sinon toujours au chaos, du moins au désordre que les conventions en vigueur sont incapables de contenir.

Ainsi au cours de la période de transition qui suit la fin de l'ère soviétique, la mise en œuvre de règles confondues avec la promotion du laissez-faire, autre appellation de la flexibilité des marchés, sans se soucier des institutions aptes à assurer la viabilité des mutations structurelles, n'a eu d'autre effet qu'une complète perte de maîtrise des événements. L'impossibilité d'établir des relations de marché stables entre les entreprises, précédemment verticalement intégrées et devenues indépendantes le long de chaînes de valeur, a suscité des faillites en cascade, des destructions de capital et un chômage massif. L'incapacité pour ces entreprises de faire des anticipations fiables et leur refus d'effectuer des investissements à long terme se sont traduits par des taux d'inflation très élevés (Heymann et Leijonhufvud 1995).

Les mêmes difficultés surgissent, quoiqu'avec un degré moindre de gravité, dans des périodes de rupture structurelle qui émaillent l'histoire des économies de marché. La théorie keynésienne standard enseignait, dans les années 1960, qu'il était possible pour les gouvernements d'arbitrer au plus près entre le taux d'inflation et le taux de chômage, en jouant du déficit budgétaire et de la création monétaire. Ce qu'il faut bien

considérer comme une règle est devenu inopérant face aux chocs structurels de nature géopolitique et technologique des années 1970 dont la conséquence a été l'augmentation simultanée de l'inflation et du chômage et la perte de contrôle de l'inflation. La théorie classique enseignait, à partir des années 1980, qu'il était possible de contrôler l'inflation sans plus se soucier de l'instabilité financière en imposant l'indépendance de banques centrales tenues d'appliquer une règle de taux d'intérêt. Cette règle est devenue, à son tour inopérante, quand, face aux crises successives, qui se sont déroulées depuis le début des années 2000, il a fallu baisser les taux d'intérêt pour pallier les risques de faillite, mais avec comme conséquence une hausse des prix des actifs financiers sans rapport avec les performances réelles des entreprises.

Aucune des solutions successivement envisagées ne pouvaient être durables pour la simple raison qu'elles font l'impasse sur la récurrence des changements structurels et sont dans l'incapacité de penser la possibilité des crises dans cet univers des économies de marché pourtant dominées par la conjonction d'une incertitude radicale quant à la configuration des marchés futurs et de l'irréversibilité des décisions d'investissement. La complexité du monde réel leur échappe et avec elle « les structures institutionnelles et les conventions comportementales qui émergent dans la société pour permettre aux gens d'interagir avec une confiance raisonnable dans la prévisibilité des résultats de leurs actions » (Leijonhufvud 1996 p. 44). Rien ne semble exister entre l'individu et le global.

4. À propos de la monnaie et de la finance

La mesure au sens d'Albert Camus ne saurait être confondue avec la notion d'équilibre ramenée au statut de langage justifiant d'appliquer des règles intangibles, celles de flexibilité des marchés et de neutralité monétaire et budgétaire des gouvernements. La mesure n'est autre que le choix de préserver les individus et la société de décisions destructrices. « La vraie générosité envers l'avenir, écrit Camus, consiste à tout donner au présent » (Camus, 1951 p. 322). « Les hommes d'Europe, explique-t-il, (...) oublient le présent pour l'avenir, la proie des êtres pour la fumée de la puissance, la misère des banlieues pour une cité radieuse, la justice quotidienne pour une vaine terre promise » (ibid. p. 323). Keynes ne dit pas autre chose quand il s'inquiète des effets de la dette accumulée. « Le long terme, écrit-il, est un guide trompeur pour les événements actuels. A long terme nous serons tous morts. Les économistes se donnent une tâche trop facile et trop inutile si, dans une période orageuse, ils se contentent de nous dire que quand la tempête est passée l'océan redevient calme » (Keynes 1923, p. 65).

La mesure ainsi conçue s'inscrit dans les conventions sociales et institutionnelles, sans cesse remises en cause, qui préviennent les enchaînements cumulatifs. Elle est le fait d'une lutte permanente, celle-là même qui conduit Sisyphe à rouler sans cesse son fardeau, Sisyphe qu'il faut imaginer heureux (Camus 1942 /2006).

Le sens de la mesure tient à la reconnaissance que les économies de marché ont la propriété d'être intrinsèquement instables, mais peuvent survivre à cette instabilité à raison des institutions qui commandent leur évolution. Cette instabilité procède de ce

que l'organisation industrielle de l'activité de production, conditionnée par l'extension des marchés, est, à la fois, la source d'une extraordinaire efficacité dans l'usage des ressources productives, et une incitation récurrente à innover avec pour conséquence de remettre systématiquement en cause les équilibres existants (Georgescu-Roegen 1971). Cette donnée essentielle du problème économique, au cœur des analyses de nombreux économistes, au premier rang desquels Adam Smith et Joseph Schumpeter, est pressentie par le philosophe.

« La vraie et inhumaine démesure, écrit Camus, est dans la division du travail. Mais à force de démesure, un jour vient où une machine à cent opérations, conduite par un seul homme, crée un seul objet. Cet homme, à une échelle différente, aura retrouvé en partie la force de création qu'il possédait dans l'artisanat. Le producteur anonyme se rapproche alors du créateur. Il n'est pas sûr, naturellement, que la démesure industrielle s'engagera tout de suite dans cette voie. Mais elle démontre déjà, par son fonctionnement, la nécessité d'une mesure, et elle suscite la réflexion propre à organiser cette mesure. Ou cette valeur de limite sera servie, en tout cas, ou la démesure contemporaine ne trouvera sa règle et sa paix que dans la destruction universelle » (Camus 1951/2008 p. 314).

Reconnaître l'instabilité née de la division du travail, c'est aussi, si l'on suit Camus, s'enquérir des moyens, non d'en éliminer *ab initio* les causes, mais d'en atténuer les effets. Monnaie et finance ont ici un rôle déterminant à jouer car ce sont elles qui peuvent assurer la viabilité des sentiers suivis, et faire valoir l'esprit de mesure. Pour autant, leur usage peut être perverti au point d'aller à l'encontre de cet objectif. Aussi la question se pose-t-elle, non pas d'imposer leur neutralité ou de mettre un terme à leur existence pour faire place à une économie « réelle » débarrassée de leur influence, mais d'accepter leur ambivalence en interrogeant les institutions qui les structurent. Le défi théorique est de se garder aussi bien de l'apologie des marchés financiers que de leur diabolisation qui, l'une et l'autre, font fi de toute nuance ou mesure.

Les disruptions récurrentes de l'activité économique, le processus de destruction créatrice qui en résulte, se traduisent par une dissociation entre les profils temporels des coûts et des revenus et la formation de déséquilibres entre offre et demande à chaque instant et au cours du temps. Monnaie et finance ont pour fonction essentielle de pallier cette dissociation et ces déséquilibres de façon à soutenir une activité productive qui s'inscrit dans le temps long (Amendola et Gaffard 1998). Dans ce contexte, détenir des actifs liquides peut s'avérer utile dès lors que cela permet d'attendre de disposer de l'information pertinente pour engager des investissements irréversibles. La liquidité se présente alors comme la propriété d'un choix séquentiel : elle a pour but de préserver la gamme des options futures d'investissement (Hicks 1974). Dans ce même contexte, la distribution d'un pouvoir d'achat, sans contrepartie immédiate du côté de l'offre pour la simple raison que l'investissement ne donne pas lieu immédiatement à la création d'une capacité de production opérationnelle, est génératrice de tensions inflationnistes aussi inévitables que nécessaires créant les conditions de leur propre extinction comme le suggère l'expérience européenne de la

reconstruction (Hicks 1947) et le laissent entrevoir les possibles effets de la relance pour faire pièce aux conséquences de l'actuelle crise sanitaire.

Il n'en demeure pas moins que l'usage de la monnaie et de la finance peut être perverti, la finance étant singulièrement portée à l'hubris si l'on s'en rapporte aux événements qui surgissent quand les bornes institutionnelles sont abandonnées. Un excès d'optimisme sur les marchés financiers conduit à la formation de bulles spéculatives qui finissent par éclater. La perte de confiance des détenteurs de capitaux conduit, à l'inverse, à la formation de trappes à liquidité dommageable au revenu et à l'emploi (Keynes 1936). Le creusement des déséquilibres sur les marchés de biens, qui résulte de la désarticulation du tissu productif, engendre des taux d'inflation très élevés et une forte variabilité des prix relatifs empêchant de faire des calculs économiques fiables. Il s'ensuit un étranglement de l'intermédiation bancaire, la disparition des marchés de titres à maturité moyenne ou élevée, un défaut de contrôle des déficits publics par des autorités qui récoltent le fruit de la tempête (Heymann et Leijonhufvud 1995).

Monnaie et finance ne sont pas intrinsèquement les coupables qu'il faudrait dénoncer pour appeler à leur neutralité ou leur disparition. Les chemins qu'elles font emprunter à l'économie et à la société sont, toutefois, multiples autant qu'imprévisibles. Que l'évolution suivie soit contenue dans certaines limites ou, au contraire, que celles-ci soient franchies dépend du régime monétaire que constituent le système d'anticipations des acteurs privés qui gouvernent leurs décisions et le modèle de comportement des autorités publiques qui valide (ou pas) ces anticipations. L'enjeu de ce régime est de conforter les engagements contractuels susceptibles de concilier offres et demandes inter-temporelles ainsi que les évaluations inter-temporelles.

« Les modèles stables d'interaction sociale présupposent la capacité de l'individu à prévoir la réaction des autres à ses propres actions et, par conséquent, le résultat des actions conditionnées par le comportement des autres. Cela nécessite une perception partagée de la réalité et cette perception partagée doit être construite comme des ponts entre les moi subjectifs des individus composant le groupe social. Cette construction impersonnelle est une construction sociale » (Heymann et Leijonhufvud 1995 p. 185).

Monnaie et finance sont au cœur de cette interaction sociale, de la combinaison entre arrangements institutionnels collectifs et raccourcis cognitifs individuels.

Au niveau microéconomique, celui de l'entreprise, les modes de gouvernance doivent être conçus pour rendre le capital patient, c'est-à-dire pour faire en sorte que les détenteurs de capitaux s'engagent sur des volumes importants pour des durées suffisamment longues afin de permettre aux managers exécutifs de faire face aux fluctuations inévitables des performances de leurs entreprises et de décider d'investissements à long terme (Mayer 2013). Au niveau des ménages, les modes d'attribution des crédits, notamment immobiliers, doivent permettre d'éviter la dilution des risques d'insolvabilité dans la prolifération d'innovations financières et

une titrisation porteuses de risque systémique comme cela s'est produit avec la crise de 2008.

Au niveau macroéconomique, règles et choix discrétionnaires sont de mise. Les règles relatives aux dépenses et dettes publiques comme aux bilans bancaires doivent imposer des bornes aux comportements pour éviter toute embarquée de l'économie. Les choix discrétionnaires, dans les limites de ces bornes, doivent permettre de compenser les déséquilibres dans le temps et de lisser les fluctuations (Gaffard, Amendola et Saraceno 2020).

5. Conclusion

Le propos de la confrontation avec le récit philosophique d'Albert Camus est de se garder d'une théorie économique pure dont la sophistication irait de pair avec l'établissement d'un guide d'action automatique pour non-initiés qui doivent ainsi se fier à des acquis scientifiques présumés incontestables. D'autant que les pratiques initiées par cette théorie se sont heurtées à bien des déconvenues touchant à la démesure. Le propos est de redécouvrir les traits saillants d'une économie confrontée à la nouveauté, de reconnaître la multiplicité des sentiers inhérente à l'évolution, de faire prévaloir l'esprit de mesure garant de viabilité.

Les études des situations exceptionnelles ou atypiques – dépressions, très forte inflations, chocs géopolitiques, chocs sanitaires – sont, réellement, celles qui permettent d'identifier les rouages de l'économie, de comprendre ce qui en menace la viabilité et ce qui permet de la garantir. Ce sont elles qui permettent d'alerter sur la nécessité de mettre en œuvre les arrangements institutionnels garant d'une certaine inertie qui est le sens qu'il faut donner aux idées de nuance et de mesure. La raison proprement scientifique fait ici une place au jugement porteur de la modération incarnée dans le jeu des institutions.

Il est vain dans cette perspective de se livrer à la dénonciation de pures abstractions comme le marché, le capitalisme ou la mondialisation et dangereux de faire l'apologie d'un nouveau monde rêvé, celui du marché total ou de l'État total, source de désillusions et de démesure. La tâche est bien « d'empêcher que le monde ne se défasse » en recherchant l'unité dans la révolte, ce que l'économiste peut et doit apprendre de l'essayiste et du romancier.

« Le monde de Proust, écrit Camus, n'est à lui-seul qu'une mémoire. Il s'agit seulement de la plus difficile et de la plus exigeante des mémoires, celle qui refuse la dispersion du monde tel qu'il est et qui tire d'un parfum retrouvé le secret d'un nouvel et ancien univers (...) La grandeur réelle de Proust est d'avoir écrit le *Temps retrouvé*, qui rassemble un monde dispersé et lui donne une signification au niveau même du déchirement. Sa victoire difficile, à la veille de la mort, est d'avoir pu extraire de la fuite incessante des formes, par les seules voies du souvenir et de l'intelligence, les symboles frémissants de l'unité humaine » (Camus 1951/2008 p. 290-91).

Références

- Amendola, Mario and Jean-Luc, Gaffard. *Out of Equilibrium*. Oxford: Clarendon Press, 1998.
- Birnbaum, Jean. *Le courage de la nuance*. Paris : Le Seuil, 2021
- Camus, Albert. *Le Mythe de Sisyphe*. Paris : Gallimard, 1942. Réédité in A. Camus. *Œuvres complètes I*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 2006.
- Camus, Albert. « Sur une philosophie de l'expression » *Poésie 44*, 1944. Réédité in A. Camus. *Œuvres complètes I*. Paris, Gallimard, La Pléiade, 2006.
- Camus Albert. « L'Exil d'Hélène » in *l'Été*. Réédité in A. Camus. *Œuvres complètes III*. Paris, Gallimard, La Pléiade, 2008.
- Camus, Albert. *L'homme révolté*. Paris : Gallimard, 1951. Réédité in A. Camus. *Œuvres complètes III*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 2008.
- Camus, Albert. *La défense de l'homme révolté*. Conférence tenue à Athènes, 1955, in A. Camus. *Œuvres complètes III*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 2008.
- Camus, Albert. « L'avenir de la civilisation européenne », 1955, in A. Camus. *Œuvres complètes III*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 2008.
- Camus Albert. « Discours de Suède », 1958, in A. Camus. *Œuvres complètes IV*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 2008
- Fitoussi, Jean-Paul. *Comme on nous parle. L'emprise de la novlangue sur nos sociétés*, Paris : Les Liens qui Libèrent, 2020.
- Frydman, Roman and Michael Goldberg. *Beyond Mechanical Markets. Asset Price Swings, Risk, and the Role the State*. Princeton : Princeton University Press, 2011. Traduction française. *Marchés : la fin des modèles standard*, Paris: Le Pommier, 2013.
- Gaffard, Jean-Luc, Amendola Mario et Francesco Saraceno. *Le temps retrouvé de l'économie*. Paris : Odile Jacob, 2020.
- Georgescu-Roegen, Nicholas. *The Entropy Law and the Economic Process*. Cambridge Mass.: Harvard University Press, 1971.
- Heymann, Daniel and Axel, Leijonhufvud. *High Inflation*. Oxford: Oxford University Press, 1994.
- Hicks, John Richard. « World Recovery After War », 1947, in J.R Hicks. *Money, Interest and Wages. Collected Essays on Economic Theory Volume II*, Oxford, Basil Blackwell, 1982.
- Hicks, John Richard. *Capital and Growth*. Oxford: Clarendon Press, 1965.
- Hicks, John Richard. *The Crisis in Keynesian Economics*. Oxford: Basil Blackwell, 1974.
- Keynes, John Maynard. *A Tract on Monetary Reform*. London: Macmillan Press, 1923. Reed. *The Collected Writings Vol. IV*. London: Macmillan for the Royal Economic Society, 1971.

Keynes, John Maynard. *The General Theory of Employment, Interest, and Money*. London: Macmillan, 1936. Reed. *The Collected Writings* Vol. VII, London, Macmillan for the Royal Economic Society, 1973. Traduction française : *Théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris : Payot.

Leijonhufvud, Axel. « Towards a Not-Too Rational Macroeconomics », in *Beyond Microfoundations: Post Walrasian Macroeconomics* D. Colander ed.: Cambridge: Cambridge University Press, 1996.

Mattéi, Jean-François. « Avant-propos » in *Albert Camus, du refus au consentement*, coordonné par Mattéi, Jean-François. Paris : Presses Universitaires de France, 2011.

Mayer, Colin. *Firm Commitment*. Oxford : Oxford University Press, 2013.



ABOUT OFCE

The Paris-based Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), or French Economic Observatory is an independent and publicly-funded centre whose activities focus on economic research, forecasting and the evaluation of public policy.

Its 1981 founding charter established it as part of the French Fondation nationale des sciences politiques (Sciences Po), and gave it the mission is to “ensure that the fruits of scientific rigour and academic independence serve the public debate about the economy”. The OFCE fulfils this mission by conducting theoretical and empirical studies, taking part in international scientific networks, and assuring a regular presence in the media through close cooperation with the French and European public authorities. The work of the OFCE covers most fields of economic analysis, from macroeconomics, growth, social welfare programmes, taxation and employment policy to sustainable development, competition, innovation and regulatory affairs.

ABOUT SCIENCES PO

Sciences Po is an institution of higher education and research in the humanities and social sciences. Its work in law, economics, history, political science and sociology is pursued through [ten research units](#) and several crosscutting programmes.

Its research community includes over [two hundred twenty members](#) and [three hundred fifty PhD candidates](#). Recognized internationally, their work covers [a wide range of topics](#) including education, democracies, urban development, globalization and public health.

One of Sciences Po's key objectives is to make a significant contribution to methodological, epistemological and theoretical advances in the humanities and social sciences. Sciences Po's mission is also to share the results of its research with the international research community, students, and more broadly, society as a whole.

PARTNERSHIP
